

5 questions pour tout comprendre aux agences de l'Etat, dans le viseur du gouvernement

Bercy a annoncé vouloir supprimer un tiers des agences de l'Etat, pour réaliser « plus de 2 milliards d'économies ». Zoom sur ces organismes, surtout spécialisés dans la recherche scientifique et la transition écologique.



Les universités, musées et autres organismes bien connus du grand public comme France Connect ou France Travail font partie des agences d'Etat. (Mourad Allili/SIPA)

Par **Juliette Roussel**

Publié le 5 mai 2025 à 09:00 | Mis à jour le 5 mai 2025 à 09:19

« Nous avons 1.000 agences publiques dans le pays, c'est trop. » Pour Amélie de Montchalin, l'objectif affiché est « de réduire de 5 % les dépenses de toutes ces agences, c'est plus de 2 milliards d'euros d'économies ». La ministre chargée des Comptes publics ambitionne, « d'ici la fin de l'année, de fusionner ou de supprimer **un tiers des agences et des opérateurs** ».

Bercy dévoilera les organismes ciblés à la mi-mai, en lien avec les travaux d'une commission spéciale du Sénat sur le sujet. CEA, Ademe, CNRS : les « Echos » dressent le portrait de ces organismes.

1. Combien d'agences publiques existe-t-il en France ?

Les universités, musées et autres organismes bien connus du grand public comme France Connect ou France Travail font partie des structures dans le viseur du gouvernement. Mais des organismes plus petits - comme l'Office national d'information sur les enseignements et les professions - existent, majoritairement dans le domaine de la recherche scientifique et de la transition écologique. Et en fonction de leurs intitulés et du périmètre retenu pour les comptabiliser, il est difficile de tous les recenser.

Dans l'annexe du budget 2025, 103 agences sont dénombrées, ainsi que 434 opérateurs qui assurent « une mission de service public », et enfin 317 organismes consultatifs « qui se limitent à donner un avis ». En plus de 700 ODAC - des organismes divers d'administration centrale - recensés par l'Insee.

LIRE AUSSI :

- **EN CHIFFRES - Budget 2025 : sur la transition écologique, reculs à tous les étages**
- **DECRYPTAGE - TVA des autoentrepreneurs : le nouveau recul de Bercy**

Beaucoup se recoupent en partie entre eux. Le Sénat a lancé une commission d'enquête pour avoir des chiffres plus précis. « La base de données de la direction du budget identifie 1.169 organismes publics nationaux. Parmi ceux-ci figurent 426 opérateurs que nous connaissons bien, parce que les documents budgétaires donnent des éléments sur leurs effectifs et les grandes masses de leurs dépenses. En revanche, je constate que les données financières sont partielles pour un peu plus de 200 organismes supplémentaires », pointait Pierre Barros, sénateur communiste qui préside la commission d'enquête sur les agences de l'Etat, dans une audition de mars. 70 auditions devraient encore être menées par la commission.

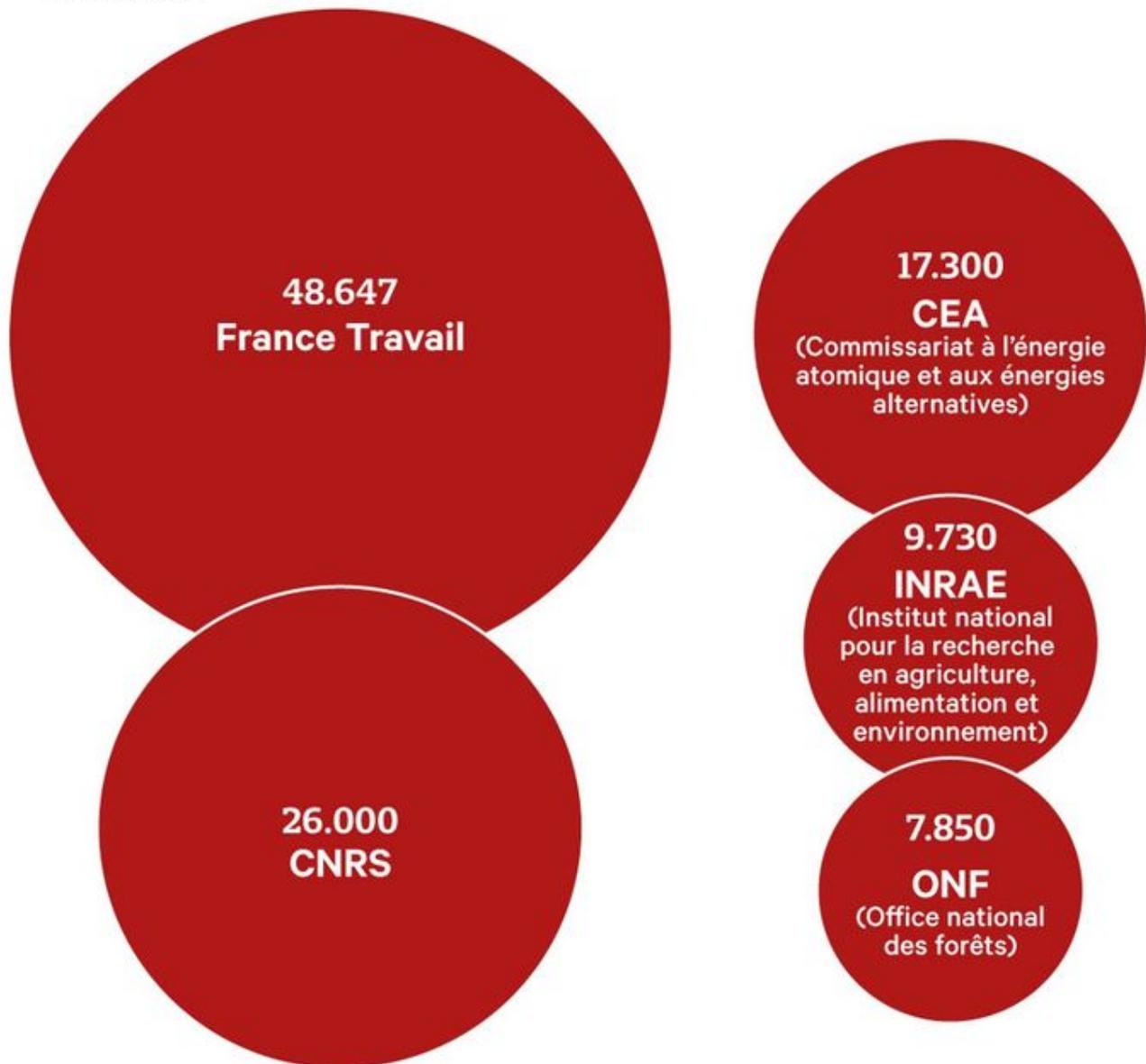
2. Combien coûtent ces organismes ?

Le financement de ces organismes de service public a coûté à l'Etat plus de 80 milliards d'euros pour les opérateurs seuls en 2024, selon Bercy. Amélie de Montchalin évoquait

dimanche dernier 180.000 emplois publics dans les agences et opérateurs.

Les cinq opérateurs dont les effectifs sont les plus élevés

En nombre



SOURCE : ANNEXE AU PLF 2025



« Les ODAC représentaient des dépenses brutes en 2023 de 137,3 milliards d'euros. La consolidation du coût de l'ensemble de ces organismes n'est pas simple puisque les

périmètres se recouvrent en partie. On peut néanmoins évaluer que le volume global doit avoisiner les 140 milliards d'euros par an environ », estimait Agnès Verdier-Molinié dans une tribune au « Figaro » en mars.

3. Pourquoi les agences ont-elles été mises en place ?

Dans les années 1960, ces agences ont été créées pour accompagner le développement des « administrations de missions », en créant des structures autonomes et souples pour le compte de l'Etat. Un projet initialement porté par la droite.

LIRE AUSSI :

- **Agences publiques : ne pas tout jeter**
- **DECRYPTAGE - La préparation du budget 2026 crispe sur les bancs de l'Assemblée**

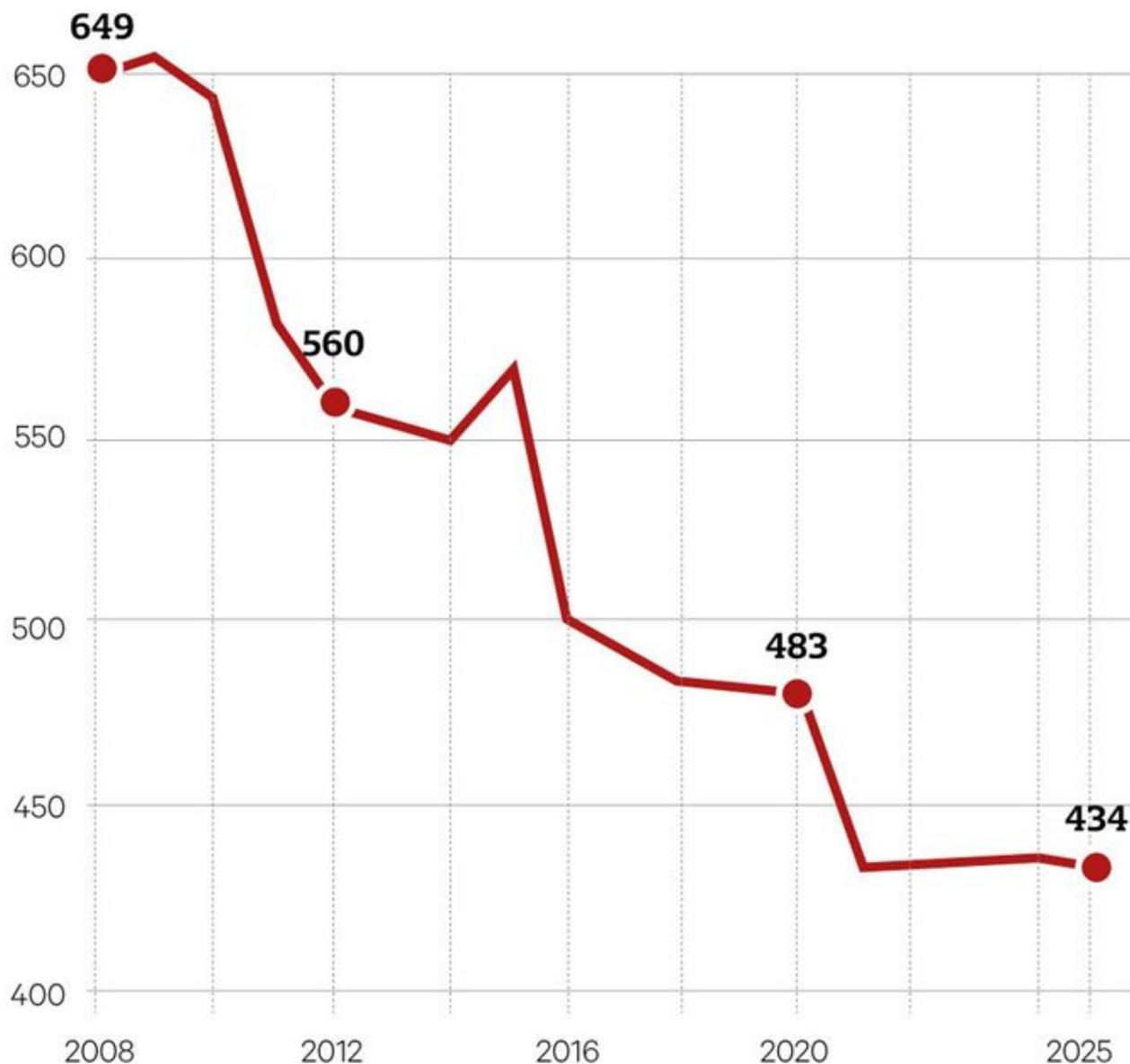
Ces organismes peuvent aussi accompagner la mise en place d'une nouvelle politique publique : l'année dernière, un opérateur « Solideo » a été créé pour la livraison des équipements olympiques et paralympiques.

4. Ont-elles diminué au fil des années ?

Selon un rapport de la Cour des comptes, entre 2010 et 2020 les regroupements d'agence ont déjà permis de réduire d'environ 25 % le nombre d'opérateurs.

Le nombre d'agences de l'Etat s'est stabilisé depuis 2021

En nombre



SOURCE : ANNEXE AU PLF 2025



« Les agences actuelles sont elles-mêmes issues des fusions passées. Et l'on sait très bien que la fusion coûte une fortune. Ce sont des négociations, des indemnisations... », énumère Pierre Barros, dans une interview à Public Sénat. « Pendant que l'on fusionne,

on ne produit pas... Finalement nous passons plus de temps à accorder le piano qu'à en jouer. »

5. Quelles sont les agences qui pourraient être supprimées ?

En début d'année, avec la reprise de l'examen du projet de loi de finances, **l'Agence bio**, l'Agence pour la transition écologique (Ademe), l'Office français de biodiversité (OFB) et la Commission nationale du débat public (CNDP) ont fait l'objet d'amendements de suppression. Ils ont finalement été conservés dans la version finale du budget retenue par le gouvernement.

Lors de son discours de politique générale en janvier, François Bayrou avait lui mentionné devant les députés un « mouvement de réforme de l'action publique », en réalisant une réduction du nombre et des crédits des agences et opérateurs de l'Etat, parmi lesquels les agences régionales de santé, Business France ou encore le Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Pour le moment, aucun organisme n'est particulièrement ciblé : Amélie de Montchalin a seulement précisé que les universités ne figureraient pas dans les entités amenées à disparaître.

Juliette Roussel

THÉMATIQUES ASSOCIÉES

TF1

Universités & enseignement supérieur

Service public

Finances Publiques

François Bayrou

Elon Musk